



DECLARATION FSU
FS SSCTA exceptionnelle
du jeudi 19 octobre 2023

Nous sommes réunis ce jeudi 19 octobre pour une première instance de la formation spécialisée académique suite à l'assassinat abject de notre collègue Dominique Bernard, par un terroriste islamiste.

Ce matin avait lieu les obsèques de notre collègue. Les pensées de notre fédération vont à l'épouse, la famille et les proches de notre collègue assassiné. Nous adressons également tout notre soutien à nos collègues1 enseignant et 2 agents territoriaux blessés pour avoir voulu protéger leurs élèves, tous les personnels intervenus le vendredi et les jours suivants et au-delà à toute la communauté éducative endeuillée et sidérée.

Nous sommes aussi conscients de l'accompagnement que vous apportez depuis vendredi aux personnels de l'académie avec les moyens dont vous disposez. les personnes qui, dans les structures scolaires comme dans les services ont accompagnés les victimes doivent recevoir elles aussi le soutien qui leur est dû. Leurs familles si elles en font la demande doivent également bénéficier des droits qu'ouvre la protection fonctionnelle.

Depuis vendredi, tous les personnels sont dévastés par cet attentat terroriste au sein d'un établissement scolaire, un attentat ouvertement dirigé contre l'Ecole publique, laïque, contre ses personnels. Un attentat qui rappelle l'assassinat il y a 3 ans de notre collègue Samuel Paty, pour des motivations semblables.

Cette attaque terroriste qui a coûté la vie à un enseignant est aussi une attaque contre les valeurs portées par l'Education Nationale et ses personnels. L'école est une cible pour ce qu'elle représente : un lieu d'émancipation par les savoirs, où se construit l'avenir de notre jeunesse et de notre pays.

Aujourd'hui par-delà la tristesse et la sidération c'est aussi la colère qui s'exprime sur nos lieux de travail : "Quels actes concrets le gouvernement et les administrations ont-ils mis en œuvre suite à l'assassinat de Samuel Paty, alors que tous et toutes subissons des réductions de postes et toujours moins d'adultes dans les écoles, les établissements et les services.

Un soutien s'est exprimé dans l'opinion et dans la majorité de la classe politique. La minute de silence n'a cependant été observée que dans les structures scolaires. La FSU ne pourra se contenter de son caractère éphémère, car un véritable soutien nécessite une mobilisation dans la durée, à commencer par des moyens humains supplémentaires et donc une enveloppe budgétaire associée.

Les équipes éducatives sont confrontées à d'innombrables problèmes à l'image des inégalités et des tensions qui existent dans la société. Les réponses éducatives exigent du temps et des moyens en personnels pour répondre aux besoins des élèves. L'idéal républicain de l'école publique et laïque -faire grandir et réussir tous les élèves ensemble quels qu'ils soient et où qu'ils soient-, ne peut reposer seulement sur des personnels toujours moins nombreux, toujours moins reconnus, toujours moins considérés. Pour nous, l'école de la République n'est pas qu'un idéal à convoquer ponctuellement car nous en incarnons quotidiennement les ambitions et nous en payons le prix. Il faut des actes pour assurer la protection, le respect et la valorisation de notre engagement comme de nos métiers. Nous attendons donc de la part de l'État un plan d'action concret et complet, une nouvelle politique pour l'école.

Pour le moment, dans notre académie, nous sommes encore pleinement dans la gestion traumatique de la crise. Cette séance qui ne peut rester sans suite sera l'occasion de poser de nombreuses questions quant à la mise en sécurité et l'accompagnement des équipes endeuillées de la cité scolaire Gambetta-Carnot, mais également l'impact de cet attentat dans les écoles et établissements scolaires de l'arrageois et au delà de la prise en charge de la sureté et de la santé des personnels de notre académie. Eu égard au caractère exceptionnellement grave de la situation, nous demandons que les délais de réponses réglementaires à nos questions soient réduits et que le travail de la F3SCT soit resserré et régulier sur la gestion de crise.

La FSU porte dès aujourd'hui la demande de mise en œuvre d'une enquête F3SCT dès que les investigations policières seront terminées. Nous déposerons l'avis lors de la F3SCT du 7 novembre.

Depuis les attentats de 2015, les alertes RSST sur les problèmes d'intrusion, de signaux d'alerte défectueux, de portails constamment ouverts étaient nombreux. La dématérialisation du RSST vous permet aujourd'hui de mesurer une partie de l'ampleur des problèmes liés au bâti et à la sécurisation des espaces. Les enquêtes nationales et académiques devront nous être restituées. Les personnels et leurs représentants syndicaux devront être associés au diagnostic. Les CHS doivent être toutes réunies en novembre pour le second degré. Pour le premier degré, nous exigeons une réunion spécifique dédiée sur le temps de travail. Pour cela, du temps doit être dégagé des 108 heures (sur le temps des animations pédagogiques ou des concertations).

Nous sommes conscients que le risque zéro n'existe pas mais la sécurisation des lieux de travail doit être partout mise en œuvre pour minimiser les risques professionnels. Les réponses à cette préoccupation impérieuse ne peuvent en tout cas pas rester des seules responsabilités et initiatives des structures scolaires et des équipes. Les personnels de l'Education Nationale travaillent dans des locaux qui appartiennent aux collectivités territoriales. L'employeur ne peut se défaire sur la responsabilité de ceux-ci. L'état doit soutenir les efforts demandés aux collectivités. Nous demandons une restitution précise des discussions engagées avec chacune des collectivités : Région mais aussi départements et communes malgré la multiplicité des interlocuteurs. Dans le premier degré les directeurs et directrices d'écoles sont trop souvent laissés seuls face à la commune, qui est démunie faute de moyens pour faire face à ses obligations.

Par ailleurs, nous regrettons que depuis vendredi, et comme à chaque événement de crise, le canal de communication privilégié est le canal hiérarchique. Le retex de la crise covid n'aura pas permis de vous persuader que dans ces moments une communication directe à l'ensemble des professionnels concernés doit être privilégié. Nous portons à nouveau cette demande.

La FSU, malgré l'incommensurable tristesse qu'elle traverse, s'obligera à poser toutes les questions de prévention primaire, secondaire et tertiaire dans cette instance, elle déposera des avis ayant pour unique objectif d'assurer la sécurité et la pleine possibilité à chaque agent de l'EN d'exercer ses missions de service public dans de bonnes conditions, de nature à préserver leur santé physique et psychique.